

PARLONS ENCORE DE POLITIQUE

C'est un phénomène digne d'étude que les anarchistes, qui se distinguent de tout le monde par leur fièvre d'activités, soient ensuite parmi ceux qui se tourmentent le plus pour des questions de mots et cherchent toujours, en toute occasion à couper les cheveux en quatre.

Au fond, c'est un symptôme rassurant, puisque cela montre que leur envie d'agir n'est pas seulement le fait d'une exubérante vitalité animale mais qu'elle est contrebalancée par une préoccupation des choses supérieures de l'esprit. Cependant c'est indéniable que souvent le préjudice causé par les mots obscurcit la vision claire des choses, abaisse les plus hautes questions en discussions dignes de la vieille scolastique, conduit au sophisme et paralyse l'action.

Je prendrais comme exemple les discussions sur la "politique" qui nous ont tellement affligés en d'autres temps.

J'ai toujours soutenu que la question sociale est une question essentiellement politique et que la lutte que nous menons est à proprement parler une lutte politique.

Et il m'a toujours paru que celle-ci devrait être une chose disons axiomatique pour les anarchistes, lesquels voient dans l'autorité, c'est à dire dans la domination violente des uns sur les autres, et dans l'Etat, c'est-à-dire dans l'organisation coercitive de la société, l'ennemi premier à abattre. Hélas non !

Parmi les camarades, il y en a toujours eu à qui le mot "politique" faisait l'effet du drapeau rouge sur le taureau et qui y voient cachés on ne sait quelles déviations et quelles trahisons. Et, chose curieuse, ces fiers adversaires de la "politique" deviennent généralement ceux qui par la suite dédaignent plus que de raison les luttes économiques, qui sont les adversaires les plus décidés du syndicalisme, pur et impur, et auxquels donc, plus logiquement, devrait revenir parmi nous le nom de politiques.

J'ai soutenu sur ce sujet d'infinies polémiques et je croyais que désormais on s'était compris.

Mais il paraît que non, puisque même récemment (voir le "Réveil" de Genève du 22 avril 1920) un camarade que j'estime être et que tous estimons être parmi les meilleurs d'entre nous, a cru bon de devoir me défendre, comme s'il s'agissait d'une accusation, pour avoir parlé de politique.

Le "Réveil" dit : "Le parti est une chose qui vraiment ne nous va pas, ainsi nous refusons d'admettre l'expression de "politique anarchiste" sauf si l'on donne au mot politique le sens très large de moyen de se conduire pour réaliser son propre objectif, ce que nous croyons être dommage pour la précision des idées. Cela dit, et après avoir toujours employé un langage qui nous paraît être plus clair et plus exact, pourquoi dénoncerait-on des dangers imaginaires, quand Malatesta qui depuis cinquante ans n'a jamais cessé de discourir au sujet de parti et de politique, a néanmoins toujours servi pour le mieux, avec non moins de cohérence et d'intransigeance que qui que ce soit l'idéal anarchiste?"

On reparlera du parti une autre fois. Aujourd'hui nous parlons de politique.

L'homme est opprimé politiquement et économiquement, c'est-à-dire que d'un côté il est obligé par la violence matérielle de se soumettre à la volonté d'autrui, et de l'autre il est exploité dans son travail par les détenteurs des moyens de production. D'un côté le pouvoir politique qui commence par le coup de poing et se développe et se consolide avec les institutions policières et judiciaires, et il paraît de nos jours revenir au gourdin primitif ; de l'autre le privilège économique qui prend l'homme par l'estomac et le tient en esclavage par la menace de la faim.

Est-ce l'oppression économique qui donne naissance à l'oppression politique ou vice-versa ? C'est un peu comme la question classique de l'oeuf et de la poule. Mais il est certain que personne ne se serait fait ôter de la bouche le fruit qu'il avait cueilli ou le poisson qu'il avait pêché, s'il n'y avait pas été obligé par la violence. Et que personne aujourd'hui ne se laisserait exploiter, personne ne dormirait à la belle étoile après avoir construit des maisons pour les autres, personne ne s'adapterait à vivre une vie pauvre et morne pendant qu'il produirait l'abondance pour les autres, s'il n'y avait pas la peur salutaire du carabinier, de la prison et des mitraillettes.

L'homme ressent le plus vivement, et avant tout, ses besoins nutritifs, fait théorisé par la suite par les socialistes (nous compris), et qui a longtemps fait accepter le principe que la sujétion économique soit la cause de l'oppression politique, de l'infériorité morale et de tous les maux sociaux. Mais voyons un peu.

Celui qui est pauvre est esclave ; sainte vérité que je le voudrais certes pas renier.

Mais l'esclave peut-il être riche, c'est à dire jouir de l'aisance, de la sûreté, de la dignité qui vient du travail ?

Et c'est pour cela que nous voulons que les travailleurs en même temps qu'ils prennent possession des moyens de production et de toute la richesse sociale, abattent le pouvoir politique sans quoi ils ne pourraient prendre possession de rien et empêchent de nouveaux pouvoirs de venir les soumettre à une nouvelle forme d'esclavage.

Ce n'est pas, selon moi, la "politique anarchiste", politique destructrice de l'autorité et de l'Etat, qui peut contenir en soi un danger pour nos idées. C'est plutôt ce mépris affecté pour la politique qui renferme le danger de laisser de côté la lutte contre le gouvernement et qui a déjà produit ses mauvais effets, soit en affaiblissant l'esprit révolutionnaire, soit en donnant naissance à ce "syndicalisme" qui en théorie voudrait vider l'Etat, et qui ensuite dans la réalité le laisse tranquille ; et qui a fait en sorte que quand les fascistes sont venus, les travailleurs se sont faits simplement bastonner.

Mais je sais qu'en tout cela je suis en parfait accord avec mes contradicteurs, et alors ? Ici il s'agit simplement d'une erreur de mimétisme, d'imitation à rebours des socialistes, dans lesquels sont tombés les camarades.

Les socialistes, à un certain moment, ont voulu pour leurs fins particulières donner à l'expression "lutte politique" la signification de "lutte électorale". Et beaucoup d'anarchistes naïvement acceptent l'arbitraire et tendancieuse restriction socialiste et, étant adversaires du parlementarisme et de l'électorisme, crient bien fort qu'ils ne font pas de politique.

Ce n'est au fond pas très important, si ensuite dans la réalité, ils continuent à combattre le gouvernement quel qu'il soit. Mais ne serait-il pas bien d'éviter même dans le langage certaines confusions et certaines contradictions apparentes ?

Comment voulez vous appeler la lutte contre l'Etat?

Et Bresci (1) par exemple, a-t-il commis un attentat ... économique ?

(1) Anarchiste italien qui fit justice en 1900 au roi d'Italie Umberto 1er.

Errico Malatesta

(Paru dans « Unamita Nova » N°123 du 25 mars 1922)

D'autres textes en téléchargement sur : <http://cnt.ait.caen.free.fr>